

Des partenariats équitables POUR UN MONDE MEILLEUR

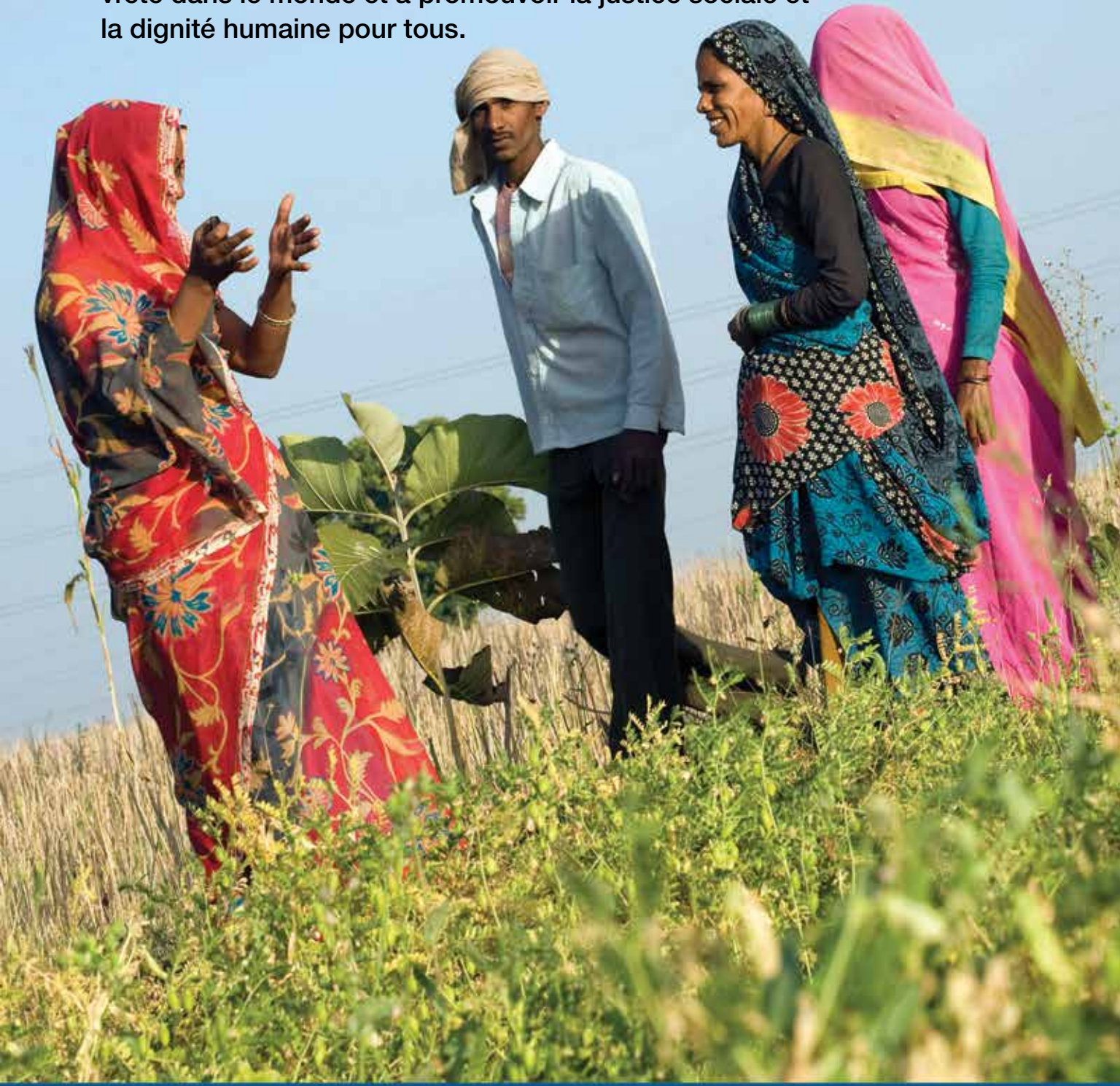
RAPPORT ANNUEL
2013-2014



Conseil canadien
pour la coopération
internationale

Mission

Le CCCI est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.



Contenu

- 4 Avant-propos
- 6 Le CCCI en action: 2013-2014
- 12 Groupes de travail avec une perspective régionale
- 16 Les coalitions : un moteur de coopération et d'action
- 22 Organisations membres du CCCI en 2013-2014
- 24 Conseil d'administration et personnel
- 26 États financiers

2013-2014 EN CHIFFRES :

- 75 membres du CCCI
- 2 nouveaux membres
- 45 mentions dans les médias
- 4 lettres d'opinion
- 13 allocutions publiques
- 18 coalitions
- 12 webinaires
- 28 articles publiés sur le blogue du CCCI
- 13 rapports et documents
- 9 événements de formation
- 1300 supporteurs sur Facebook
- 1100 abonnés sur Twitter
- 700 abonnés à notre e-bulletin mensuel Flash !



Avant-propos

Le Conseil continue de jouer un rôle actif sur une panoplie d'enjeux d'importance pour ses membres et d'autres groupes. Suite à la perte du financement du gouvernement et à la réduction marquée des effectifs en 2010, le Conseil a dû repenser et restructurer son rôle. Ce travail s'est effectué avec l'appui des membres. Comme le révèle ce rapport annuel, le Conseil nouveau et repensé demeure un élément constitutif crucial et dynamique de la contribution du Canada à l'atteinte d'un développement humain durable à l'échelle de la planète.

Faciliter le dialogue entre le secteur et le gouvernement du Canada a été une priorité. Ceci s'est traduit notamment par une réponse rapide et substantielle à la fusion de l'Agence canadienne de développement international avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, ainsi que par des efforts pour développer un dialogue constructif avec le nouveau ministère et avec le bureau du nouveau ministre du développement international.

Le Conseil a représenté activement la société civile canadienne au sein de réseaux internationaux et a collaboré avec des professeurs, des chercheurs et d'autres réseaux de la société civile canadienne tels qu'Imagine Canada et le Regroupement des professionnels canadiens en développement international.

Le Conseil a facilité et appuyé divers efforts pour développer la capacité du secteur, notamment en examinant l'engagement avec le secteur privé, en faisant la promotion des Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC et en organisant des ateliers sur des enjeux d'importance pour le travail du secteur.

Le membership du Conseil a été stabilisé et un effort de recrutement est en cours afin d'augmenter le nombre de membres. Une équipe qualifiée a été consolidée et exerce un leadership important sur plusieurs dossiers. Nous avons passé en revue notre Code d'éthique et nos Normes de fonctionnement et un plan identifiant les prochaines étapes a été développé. Une autre entente de financement de trois ans a été conclue avec le Centre de recherches pour le développement international. Le Conseil demeure une voix collective importante pour le secteur.

Nous croyons que le Conseil est bien placé pour continuer à jouer un rôle important de leadership et de soutien pour accroître nos efforts collectifs visant à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.



Jim Cornelius

Président du conseil
d'administration



Julia Sanchez

Présidente-directrice
générale







Le CCCI en action 2013-2014

La politique canadienne de l'aide et le rôle du Canada dans le monde

Les deux dernières années ont été une période mouvementée pour les organisations de la société civile intéressées par le développement international – remplies de changements rapides et souvent imprévus. Une de principales annonces du budget 2013, notamment, fut la fusion de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAÉCI) pour créer le nouveau Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAÉCD).

Juste avant que ne soit déposée la loi qui allait éventuellement sceller la fusion des deux entités, le CCCI a publié une série de critères pour une fusion réussie. Entre autres, ces critères mettaient l'accent sur le fait que la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, les principes de base de l'efficacité du développement et les principes clés de l'aide humanitaire devaient guider le travail du nouveau ministère, et sur le fait que la cohérence des politiques pour le développement devait être un objectif partagé au sein du ministère. Bien que la loi n'ait pas été à la hauteur de nos ambitions, plusieurs anciens fonctionnaires de l'ACDI occupent maintenant des rôles clés au sein du nouveau ministère et la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle semble avoir refait surface en tant que cadre important pour le ministère, suite à la publication de notes d'orientation sur les trois critères de cette loi : la compatibilité avec les droits de la personne, la réduction de la pauvreté et tenir compte des points de vue des pauvres. La fusion a également poussé le gouvernement du Québec à explorer l'idée de créer sa propre agence de développement, une agence plus proche des valeurs de citoyenneté mondiale qui inspirent la population du Québec. Le CCCI a facilité l'organisation de webinaires sur le sujet et a communiqué son point de vue au gouvernement du Québec.

8

Suite à la publication début 2013 d'un important rapport de recherche avec *l'Institut Nord-Sud* sur la manière dont les donateurs de l'Organisation de coopération et de développement économique abordent l'enjeu de la croissance et du secteur privé – rapport cité dans des publications de l'ONU et dans les travaux d'ONG internationales – le CCCI a mené un sondage sur la façon dont ses propres membres s'engagent auprès du secteur privé. Sur la base de l'expérience de près de 70 organisations, le rapport illustre la grande profondeur, variété et complexité des diverses approches utilisées, ainsi que l'expérience aussi vaste que diversifiée que possèdent les OSC en matière d'engagement auprès de différents acteurs du secteur privé, au pays et à l'étranger. La recherche est en train d'être reproduite par le Conseil australien pour la coopération internationale. En nous appuyant sur notre recherche sur le secteur privé, nous avons aussi participé aux consultations du gouvernement sur sa stratégie en matière de responsabilité sociale des entreprises.

Avec la réduction du financement qui continue d'affecter la majorité de nos membres, leurs partenaires et leur travail sur le terrain, le CCCI a continué à réclamer de nouvelles annonces de financement de la part du MAÉCD et le développement d'une meilleure relation avec le ministère. Le CCCI a collaboré avec Ingénieurs sans frontières pour faire campagne en faveur de la protection du budget de l'aide en 2014/15, recueillant plus de 20 000 signatures de Canadiens en un peu plus de deux semaines à peine. Bien qu'il n'y ait pas eu de nouvelles annonces de compressions, la performance de l'aide canadienne par rapport aux autres donateurs de l'OCDE en 2013/14 a été l'une des pires – surpassant même de beaucoup les compressions annoncées dans le

budget de 2012. Grâce à une campagne menée avec ses organisations membres, le CCCI a tout de même aidé à la reconduction du Programme de stages internationaux pour les jeunes et a été heureux de voir le financement des conseils régionaux et provinciaux renouvelé pour cinq ans. L'année 2014 a aussi offert des signes d'un renouvellement du partenariat stratégique entre la société civile et le MAÉCD – quelque chose qu'on attendait depuis longtemps.

Autres enjeux liés aux politiques

2015 est une année charnière pour la communauté du développement international alors que les leaders du monde entier discutent du cadre qui succédera aux Objectifs du Millénaire pour le développement lorsque ceux-ci arriveront à terme. En s'appuyant sur la conférence de 2012 consacrée à repenser les OMD, le CCCI a organisé en 2013 une conférence de suivi pour réfléchir au type de leadership que le Canada pourrait exercer, tant dans le contexte du cadre de développement pour l'après 2015 que des élections fédérales qui auront lieu la même année. Un Groupe consultatif sur les politiques – qui nous aide à prendre le pouls de la communauté travaillant sur les politiques liées aux enjeux du développement et de l'humanitaire – est venu appuyer ce processus et ces réflexions, ainsi que notre travail sur le secteur privé. La réflexion autour de ce qui constitue le « leadership canadien pour un monde meilleur » guidera une bonne partie de notre travail en 2014-15.

Développer la capacité du secteur

Encourager nos membres à évaluer régulièrement leur travail en fonction des



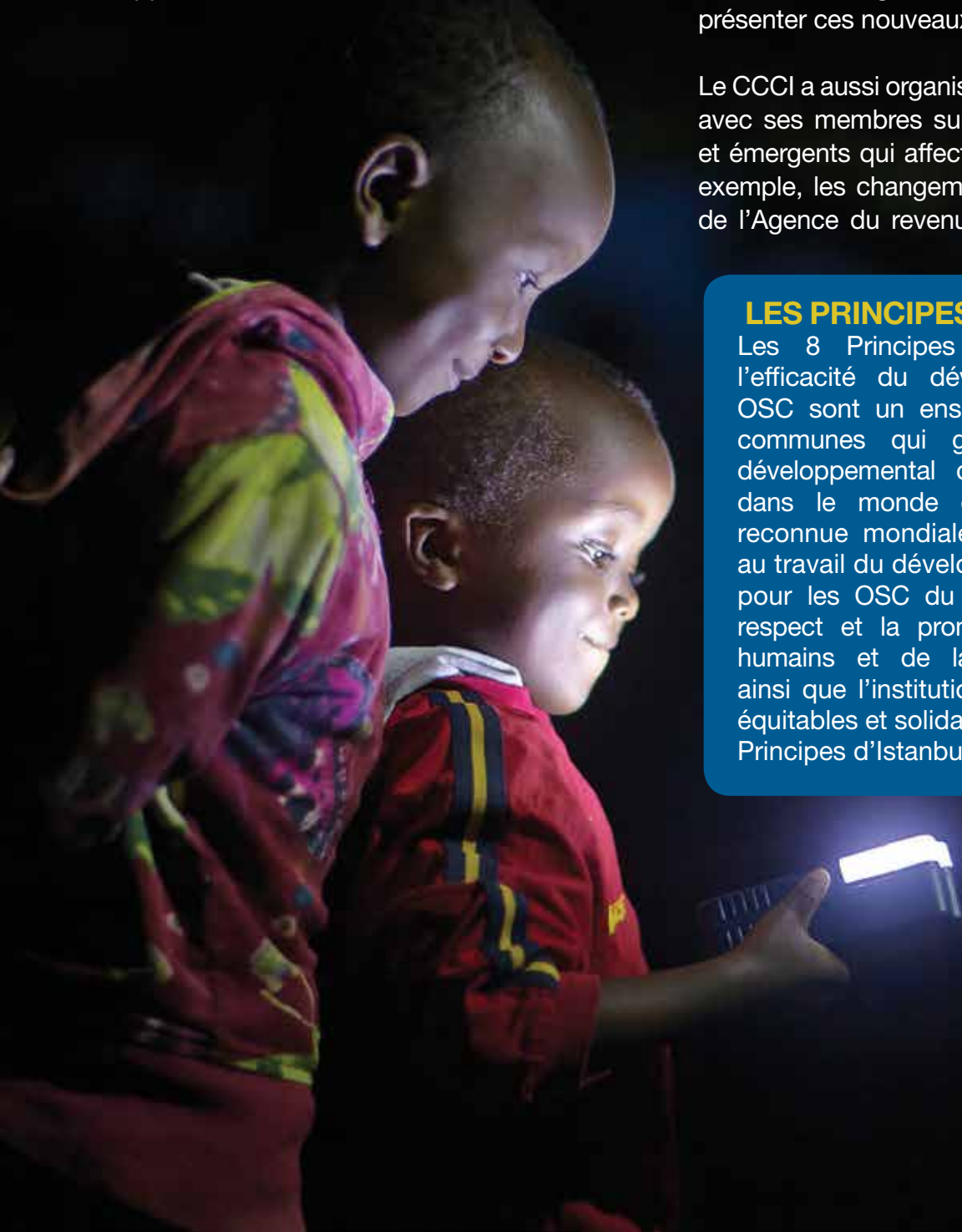
Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC demeure un aspect central de notre travail. À l'automne 2013, nous avons organisé un atelier pilote de quatre jours avec 15 organisations membres à l'Institut international Coady, avec Coady et Equitas - Centre international d'éducation aux droits humains, sur l'intégration des approches fondées sur les droits de la

personne et des partenariats équitables au sein de la programmation des organisations. L'atelier a contribué au développement d'un guide d'animation bilingue, d'un ensemble d'outils pour les praticiens, ainsi que d'un guide et d'un vidéo d'orientation, et a généré toute une série de webinaires et d'ateliers avec le MAÉCD, le CCCI et les membres des conseils régionaux et provinciaux pour présenter ces nouveaux outils.

Le CCCI a aussi organisé une série d'ateliers avec ses membres sur des enjeux actuels et émergents qui affectent leur travail – par exemple, les changements aux règlements de l'Agence du revenu du Canada sur les

LES PRINCIPES D'ISTANBUL :

Les 8 Principes d'Istanbul pour l'efficacité du développement des OSC sont un ensemble de valeurs communes qui guident le travail développemental des OSC partout dans le monde et une référence reconnue mondialement en rapport au travail du développement efficace pour les OSC du monde entier. Le respect et la promotion des droits humains et de la justice sociale, ainsi que l'institution de partenariats équitables et solidaires sont deux des Principes d'Istanbul.



organismes de bienfaisance, les règles autour du plaidoyer, les conséquences de la Loi antiterroriste sur le travail des organisations à l'étranger (en particulier pour les organisations humanitaires qui travaillent dans des contextes difficiles) et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) – ce dernier avec le MAÉCD.

En 2013, pour nous donner une idée de l'ampleur de la communauté du développement et de l'humanitaire au Canada, nous avons produit un rapport intitulé « La force du nombre : Données sur le secteur du développement international au Canada ». Le rapport a utilisé les

informations que tous les organismes de bienfaisance canadiens doivent fournir à l'Agence du revenu du Canada et a traduit ces informations en données qui, par exemple, nous donnent une meilleure idée du nombre d'organisations au Canada qui travaillent sur ces enjeux, et des recettes qu'elles génèrent annuellement.


Accroître nos activités de sensibilisation et notre présence sur de multiples plateformes

En 2013-14, le CCCI a continué de mettre l'accent sur l'amélioration de son profil public et sur les efforts déployés pour rejoindre de nouveaux groupes au sein (et à l'extérieur) de la communauté du développement. Nous étions des collaborateurs réguliers du blogue du Ottawa Citizen sur l'aide et le développement, un des blogues les plus populaires du journal et une vitrine grâce à laquelle la communauté du développement et de l'humanitaire pouvait régulièrement mettre de l'avant des enjeux importants. Nous avons également déplacé le blogue du CCCI vers une nouvelle plateforme plus simple et nous avons intensifié notre présence sur les médias sociaux, doublant le nombre de nos supporters Facebook et de nos abonnés Twitter. Avec le Groupe de travail sur les communications, nous avons également fait des efforts pour accroître la visibilité de notre travail, en collaborant à l'élaboration de campagnes et de messages communs qui nous permettent d'avoir plus d'impact que lorsque nous travaillons seuls, et en utilisant des dates et des événements clés comme la Journée internationale des volontaires, la Semaine du développement international ou encore le discours du Trône.

PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT :

- En 2011, 2361 organismes de bienfaisance ont indiqué à l'ARC qu'elles travaillaient sur des activités liées à « l'aide internationale et au développement ».
- La plus grande source de financement pour les « organisations d'aide et de développement » est la catégorie des dons déductibles d'impôts (1,3 milliards de dollars) suivi du soutien du gouvernement (500 millions de dollars).
- Les organismes de bienfaisance travaillant dans le secteur de l'aide internationale et du développement employaient 14 429 employés à temps plein et 31 991 employés à temps partiel.
- Les pays dans lesquels les organismes de bienfaisance enregistrés sont les plus actifs sont Haïti, l'Inde, le Kenya, l'Ouganda et le Guatemala.





Groupes de travail

avec une perspective régionale

Forum Afrique-Canada

L'année a commencé par une période de transition avec l'arrivée d'une nouvelle coordonnatrice au Forum Afrique-Canada (FAC). Puis des rencontres régionales d'introduction ont été organisées à Toronto, Montréal, Québec et Ottawa. Les conversations avec les organisations membres ont permis d'élaborer un plan de travail pour 2013-14. Un document de référence pour les membres a été créé pour identifier les organisations membres et les personnes-ressources, leurs domaines de compétence et les pays dans lesquels ils travaillent. Le FAC a aussi lancé un nouveau bulletin bimensuel qui présente les activités à venir, des profils de membres, des publications et des documents de recherche pertinents et des résumés de nouvelles et d'événements liés à l'Afrique, aux droits de la personne et au développement. Ce bulletin est distribué à plus de 130 abonnés issus de la société civile, du milieu académique et des organismes gouvernementaux.

Le FAC s'est également penché sur les enjeux liés à l'impunité et la construction de la paix. Il a collaboré avec le Centre canadien pour la justice internationale et l'Institut des études africaines pour organiser une projection du documentaire « L'affaire Chebeya, un crime d'État » qui fut suivi d'une table ronde/webinaire intitulé « Mali : l'état des lieux pour un retour à la paix ». La coordonnatrice du FAC a participé à un panel de discussion portant sur le livre « In Canada-Africa Relations: Looking Back, Looking Ahead » organisé par l'École d'affaires internationales Norman Patterson. De plus, le FAC a co-organisé un atelier avec les deux autres groupes de travail régionaux du CCCI sur les accords d'investissement internationaux. Cet événement a inspiré un projet de recherche sur le commerce et les droits de la personne qui sera complété en 2014-15.

Groupe de travail Asie-Pacifique

Le Groupe de travail Asie-Pacifique (GTAP) a continué de partager de l'information sur des enjeux liés au développement et aux droits de la personne en Asie à travers son bulletin électronique et a vu le nombre de ses abonnés presque tripler pendant l'année. La rencontre annuelle entre les membres du GTAP et de l'ancienne section Asie de l'ACDI a permis de rassembler 35 personnes pour discuter des enjeux et des pays prioritaires dans la région. Le GTAP a aussi été invité à témoigner devant le Comité permanent du Sénat sur les affaires étrangères et le commerce international, dans le cadre de son « Étude sur les conditions de sécurité et les faits nouveaux en matière d'économie dans la région de l'Asie- Pacifique, leurs incidences sur la politique et les intérêts du Canada dans la région, et autres questions connexes ».

Le symposium annuel du GTAP s'est concentré principalement sur le programme de commerce et d'investissement du Canada en Asie et sur ses conséquences pour les populations de la région. Des conférenciers venus de l'Inde, de la Birmanie et d'autres pays ont soulevé des inquiétudes quant aux conséquences des accords de commerce et d'investissement pour les droits de la personne et ont suggéré des alternatives et des moyens de mobilisation. Suite à cette conférence, le GTAP a collaboré avec les deux autres groupes de travail régionaux du CCCI pour organiser un atelier d'une demi-journée sur les accords d'investissement internationaux et la manière dont ces derniers pourraient être modifiés pour soutenir le développement durable.

Le GTAP a également co-organisé une table ronde à Montréal sur l'accaparement des



terres. Quatre webinaires ont été organisés sur les thèmes suivants : la justice reproductive aux Philippines; les défis posés à la réalisation des droits de la personne pour les minorités ethniques en Chine; le développement par la dépossession au Tibet; et la catastrophe de Rana Plaza au Bangladesh. Le GTAP a également suivi de près la question des droits des travailleurs et leur sécurité au Bangladesh et au Cambodge en publiant des blogues, en signant des lettres d'opinion et en participant à des rencontres avec le gouvernement et les syndicats.

Groupe d'orientation politique pour les Amériques

Le travail du Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) en 2013-14 a continué de mettre l'emphase sur des recherches portant sur les droits de la personne, le commerce et les investissements dans différentes régions d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. En tant que membre du comité organisateur pour le congrès 2013 de CALACS (Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes), le GOPA a organisé une série de panels conjoints société civile-chercheurs universitaires. Le GOPA a trouvé le conférencier principal pour le congrès : Francisco Ramirez, avocat sur les droits de la personne, qui a parlé de la situation des droits de la personne et des investissements étrangers en Colombie. Le GOPA a continué à suivre les obligations du gouvernement canadien en matière de production de rapports dans le cadre de son accord commercial avec la Colombie. Le GOPA a attiré l'attention des médias sur l'échec du gouvernement canadien qui n'a pas su organiser des consultations adéquates avec la société civile dans le cadre de ce processus.

Le GOPA a partagé son expertise avec les parlementaires canadiens. Il a participé à des audiences du Sous-comité parlementaire sur les droits de la personne et le développement international, faisant la lumière sur la crise des droits de la personne au Honduras. Le GOPA a témoigné devant le Comité permanent du commerce international au sujet de la possibilité pour le Canada de devenir membre à part entière de l'Alliance du Pacifique. Le Groupe a mis en valeur la voix d'activistes locaux et de ses membres canadiens. Le GOPA a organisé deux tournées différentes avec des défenseurs des droits de la personne venus d'Amérique latine : une avec Juan Carlos Contreras (CEIBA, Guatemala) et une autre avec Rodolfo Vecino et Cesar Loza (USO, Colombia). Ces tournées ont inclus des rencontres avec des députés, des événements publics et des rencontres avec la société civile canadienne.

Le GOPA a publié deux lettres d'opinion critiquant les liens politiques et économiques étroits qu'entretient le Canada avec le régime répressif hondurien, y compris la signature et la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre le Canada et le Honduras. Dans une lettre ouverte, publiée par la suite comme lettre d'opinion, le GOPA a demandé au gouvernement d'agir pour répondre aux reculs dans le procès pour génocide de Rios Montt au Guatemala. Dans une autre lettre ouverte, aussi publiée comme lettre d'opinion, le GOPA a tenté de présenter une perspective équilibrée sur les protestations qui ont cours au Venezuela, demandant au gouvernement canadien d'aider à résoudre le conflit à travers le dialogue. Finalement, le groupe de travail a organisé trois rencontres des membres, de deux journées chacune, qui comprenaient des sessions de formation avec des experts invités ainsi que des séances de planification stratégique.





Tisser des liens et agir

à travers les coalitions, aux niveaux national et international

Le CCCI continue de s'impliquer activement sur de nombreux enjeux liés à l'aide et au développement international à travers des coalitions et des réseaux nationaux et internationaux.

Au-delà de 2015

Le CCCI a été sélectionné en tant que plateforme nationale pour la campagne Au-delà de 2015 au début de 2014 et s'apprête à s'impliquer plus activement dans la campagne à l'aube de 2015, alors que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) arrivent à échéance.

Association canadienne d'études du développement international (ACÉDI)

Le CCCI est membre de l'ACÉDI. En 2013-14, nous avons participé aux rencontres annuelles de l'ACÉDI, dans le cadre desquelles nous avons donné des présentations durant les ateliers sur nos différents domaines de recherche, et nous avons co-organisé une conférence d'une journée intitulée « Foi, croyance et développement: Un forum sur le rôle de la religion dans le développement international » avec des membres du CCCI et de l'ACÉDI.

Coalition canadienne pour le climat et le développement (C4D)

Le CCCI est membre de C4D. En 2013-14, C4D a publié un rapport sur les engagements de financement accéléré pour les pays en développement, couvrant la période 2010-2012, pour évaluer si le Canada a contribué sa juste part, de quelle manière ce financement a été alloué et comment le Canada se compare aux autres pays.



Le CCCI et les autres membres de C4D ont rencontré des députés pour discuter de leurs conclusions.

à la réduction de l'espace d'expression pour la société civile, ainsi qu'au programme de développement pour l'après 2015.

Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)

Le CCCI est un membre fondateur du Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE). Cette année, le CCCI a appuyé le lancement de la campagne *Une affaire de justice*, participant à une conférence de presse sur la Colline du Parlement ainsi qu'à des rencontres avec des députés, et il a fait écho aux demandes de la campagne dans le rapport qu'il a soumis au gouvernement canadien dans le cadre de la révision de sa stratégie sur la responsabilité sociale des entreprises.

Réseau action climat (RAC)

La présidente-directrice générale du CCCI siège sur le conseil d'administration du Réseau action climat (RAC). Cette année, le CCCI a travaillé avec le RAC pour organiser un événement sur la Colline du Parlement intitulé « Impacts du changement climatique et vulnérabilité au Canada » qui comportait un déjeuner-causerie avec le Caucus non-partisan sur le changement climatique de la Chambre des communes et co-organisé par C4D et le RAC.

CIVICUS

Le CCCI est membre de CIVICUS. Cette année, nous avons travaillé avec eux sur des enjeux liés à l'environnement propice et

Coalition sur le traité relatif au commerce des armes

Le CCCI fait partie de la Coalition sur le traité relatif au commerce des armes. Le Traité des Nations Unies sur le commerce des armes a été signé par 118 pays et ratifié par 44 pays jusqu'à maintenant, mais le Canada



n'est pas l'un d'entre eux. Les membres de la coalition ont maintenu la pression sur le gouvernement canadien afin qu'il signe le traité, remettant l'enjeu sur la table chaque fois que l'occasion se présentait.

Common Frontiers (CF)

CF et le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) ont une longue tradition de collaboration et de complémentarité. Cette année, les deux groupes ont uni leurs voix pour demander au gouvernement canadien de s'abstenir de ratifier l'accord de libre-échange avec le Honduras et ont attiré l'attention sur l'incapacité du gouvernement canadien à fournir une véritable évaluation des conséquences de son accord commercial avec la Colombie sur les droits de la personne.

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)

Le CCCI représente l'Amérique du Nord sur le POED, un groupe impliqué dans des

discussions mondiales avec des gouvernements nationaux et locaux, des parlementaires, des institutions internationales et le secteur privé, sur des enjeux liés à l'aide et au développement, à travers le Partenariat mondial. Au sein de ce groupe, nous témoignons de la manière dont nous avons mis en œuvre les Principes d'Istanbul, nous faisons avancer les normes liées à l'environnement propice pour les OSC et nous tentons de mettre de l'avant une vision plus inclusive et équitable du développement.

Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA)

À travers le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA), le CCCI a été impliqué activement dans la coordination d'une série de recherches pour évaluer la mise en œuvre de la stratégie de l'ex-Agence canadienne de développement international (ACDI) en matière de sécurité alimentaire, dans l'identification du sujet des rencontres avec des représentants du gouvernement en 2013 et dans l'élaboration

d'un ensemble d'études de cas sur la façon dont les organisations de la société civile canadienne travaillant sur la sécurité alimentaire collaborent avec le secteur privé.

Réseau des leaders émergents (RLE)

Mis sur pied en tant que projet pilote lors du Forum du CCCI en 2013, le Réseau des leaders émergents (RLE) s'est consolidé en tant que communauté de collaboration qui travaille au développement des futurs leaders dans le secteur du développement international et de l'intervention humanitaire. Le RLE a identifié trois domaines d'activité prioritaires pour la prochaine année : le leadership intellectuel, le développement des capacités et des compétences, ainsi que la contribution au contenu de la conférence du CCCI en 2015.

L'Initiative d'Halifax (IH)

Le CCCI est un membre fondateur de l'Initiative d'Halifax. Même si la réduction de notre personnel nous empêche de participer au comité de coordination de la coalition, cette année nous avons collaboré avec l'Initiative d'Halifax pour organiser un atelier visant à sensibiliser nos membres aux enjeux liés à la justice fiscale et à ses conséquences pour le développement.

Imagine Canada

La présidente-directrice générale du CCCI est membre du conseil consultatif d'Imagine Canada. Le CCCI a continué à collaborer avec Imagine Canada sur des enjeux importants pour le secteur des

organismes de bienfaisance au Canada, par exemple sur le développement et la diffusion de la Trousse d'outils pour le niveau discours d'Imagine.

Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Le CCCI est un membre fondateur de la Coalition. Cette année, le CCCI a collaboré avec la Coalition sur un projet de recherche portant sur la criminalisation de la dissidence en Amérique latine qui a mené à des recommandations dirigées à de multiples parties prenantes. En partenariat avec Peacebuild, le CCCI et la Coalition ont également co-organisé un atelier sur la Loi antiterroriste et ses conséquences pour les ONG qui effectuent du travail de développement, humanitaire ou de construction de la paix.

Abolissons la pauvreté

Le CCCI siège sur le conseil d'administration d'Abolissons la pauvreté et est également membre du comité directeur. En 2013-14, l'accent a été mis sur la planification stratégique et sur l'examen de la raison d'être d'Abolissons la pauvreté, afin d'adapter la campagne aux nouvelles réalités et de s'assurer qu'elle est toujours pertinente.

Groupe d'action des politiques sur la réponse aux situations d'urgence (PAGER)

Le CCCI continue de participer aux rencontres de PAGER en tant qu'observateur.

Réseau « Réalité de l'aide »

Le CCCI agit en tant que vice-président du comité de gestion du réseau « Réalité de l'aide » et, en 2013-14, nous avons participé à la rencontre mondiale du réseau et avons appuyé le développement et le lancement du thème pour la déclaration du rapport 2014 du réseau – l'accent sur les partenariats et le développement.

Voices-Voix

Le CCCI siège sur le comité directeur de Voices-Voix. En 2013-14, nous avons coproduit un document de réflexion et co-organisé un atelier d'une journée sur *La société civile : la dissidence, la démocratie et le droit* dans le cadre duquel Maina Kiai, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et d'association, a été le conférencier principal.

WASH Canada

Le CCCI est un partenaire de WASH (eau, assainissement et hygiène) Canada et participe à des rencontres et des initiatives périodiques de la campagne.

Groupe de travail politique sur les droits des femmes

Le CCCI est membre du Groupe de travail politique sur les droits des femmes. En 2014, nous avons accru notre implication dans le groupe et nous avons appuyé et promu la production d'un rapport de recherche sur le financement pour les droits des femmes au Canada. Nous

avons aussi contribué à jeter les bases d'une campagne visant à inclure les enjeux liés aux droits des femmes dans le cadre de la prochaine élection fédérale.





Organisations membres du CCCI

- Action Canada pour la population et le développement
AidWatch Canada
Aide à l'enfance Canada
Alberta Council for Global Cooperation
Amnistie internationale –section canadienne (anglophone)
Association des coopératives du Canada
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association québécoise des organismes de coopération internationale
Banque canadienne de grains
British Columbia Council for International Cooperation
Canadian Christian Relief and Development Association
Canadian Lutheran World Relief
Canadian Physicians for Aid and Relief
CARE Canada
Carrefour international
Centre d'études et de coopération internationale
Centre international MATCH
Coalition inter-agences sida et développement
CoDevelopment Canada
Collaboration Santé Internationale
Congrès du travail du Canada
Comité central mennonite du Canada
Conseil atlantique pour la coopération internationale
Conseil des Canadiens avec déficiences
Conseil manitobain pour la coopération internationale
Conseil ontarien pour la coopération internationale
Croix-Rouge canadienne
Église unie du Canada
Entraide universitaire mondiale du Canada
Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains
FCCF – Partenaires en développement rural
Fédération canadienne pour la santé sexuelle
Fondation Aga Khan Canada
Fonds de justice sociale de l'AFPC
Fonds de justice sociale des TCA
Fonds humanitaire des Métallos
Fonds humanitaire du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier
- Fonds du primat pour le secours et le développement mondial
Handicap International Canada
Horizons d'amitié
Institut international Coady
Inter Pares
Jamaican Self-Help Organization
Jeunesse Canada Monde
KAIROS – Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
L'Initiative pour les micronutriments
L'Œuvre Léger
Mines alerte Canada
Mouvement fédéraliste mondial – Canada
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
OXFAM Canada
OXFAM-Québec
Pacific Peoples' Partnership
Plan international Canada
Presbyterian World Service and Development
Project Ploughshares
Radios rurales internationales
Résultats Canada
Saskatchewan Council for International Cooperation
Secours islamique Canada
Secours Quaker Canadien
Société canadienne de santé internationale
Société canadienne pour nourrir les enfants
SUCO
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes
The Hunger Project
USC Canada
Victoria International Development Education Association
Vision mondiale Canada
World Literacy Canada
World Relief Canada
World Renew
YMCA Canada

Conseil et personnel

Conseil d'administration du CCIC

Jim Cornelius (président)
Banque canadienne de grains

John Julian (vice-président)
Association canadienne des coopératives

Janice Hamilton (trésorière)
Conseil manitobain pour la coopération
internationale

Denise Byrnes (membre général)
Oxfam Québec

Laurie Cook
World Relief Canada

Gervais L'Heureux
Association québécoise des organismes de
coopération internationale

Kimberly Gibbons
Conseil ontarien pour la coopération internationale

Lucien Royer
Congrès du travail du Canada

Rita Morbia
Inter Pares

Sallah Hamdani
Secours islamique

Sandeep Prasad
Action Canada pour la population et
le développement

Jennifer Sloat
Conseil atlantique pour la coopération
internationale

Jean-François Tardif
Résultats Canada

Rob Turpin
Plan Canada

Personnel du CCCI

DIRECTION

Julia Sánchez
Présidente-directrice générale

Anna Campos
Agente financière et administrative

COMMUNICATION

Chantal Havard
Agente de communication et de relations avec
le gouvernement



Pierre Laflamme
Consultant en TI

Charles Saliba-Couture
Adjoint aux communications

ÉQUIPE DES POLITIQUES

Fraser Reilly-King
Analyste des politiques (aide au développement et coopération internationale)

Denis Côté
Agent de programme

GROUPE DE TRAVAIL ASIE-PACIFIQUE

Brittany Lambert
Agente de programme, Groupe d'orientation politique pour les Amériques

Stacey Gomez
Agente de programme, Groupe d'orientation politique pour les Amériques (remplacement de congé de maternité)

Kimberly MacMillan
Agente de programme, Forum Afrique-Canada et Groupe de travail Asie-Pacifique

ENGAGEMENT DES MEMBRES

Michelle Bested
Agente de mobilisation des membres

STAGIAIRE
Joel Ladouceur
Traduction

Volontaires

Le CCCI tient à offrir ses sincères remerciements à tous les volontaires, pour leur temps et leur dévouement, sans lesquels nous n'aurions pas été en mesure de réaliser tout ce que nous avons accompli en 2013-14.

Cornelia Schrecker
Emmanuel Ndayishimiye
Amadou Sene
Martina Ulrichs
Jennifer Siviero
Donna Chan
Julie-Anne Labonté
Anaïse Muzima
Catherine Laska
Dana MacDiarmid
Emilie Carrier
Hazel Vincent-Harriott
Hollis Carlton
Joseph Diaz
Carren Akula
Laura Lortie-Maurel
Lynsey Longfield
Mohit Pramanik
Nadia Hadj Mohamed
Peder Soras
Scott Zoltok
Stefany Dupont
Themrise Khan
Zainab H. Bekkari
Jean-Louis Froment
Andrea Westcott-Lacoursiere
Sarah Parkinson
Shelby Marie Musser
Zornitsa Zaharievna
Angela Martinez



États financiers

Conseil canadien pour la coopération internationale Bilan de l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014	2013
ACTIFS	\$	\$
Actif à court terme		
Encaisse	398,267	368,519
Placements à court terme	216,330	215,877
Avances aux coalitions et autres recevables	26,978	26,872
Contributions à recevoir	22,100	72,150
Frais payés d'avance	13,768	14,292
	677,443	697,710
Actif à long terme		
Immobilisations (Note 3)	17,736	22,243
	695,179	719,953
PASSIFS		
Passif à court terme		
Fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation	24,390	27,204
Apports reportés et cotisations des membres (Note 4)	91,887	81,531
	116,277	108,735
ACTIFS NETS		
Fonds Betty Plewes	4,666	4,666
Investi dans les immobilisations	17,736	22,243
Fonds de réserve affecté (Note 2)	235,000	215,000
Surplus non affecté	321,500	369,309
	578,902	611,218
	695,179	719,953

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil canadien pour la coopération internationale Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 2014

	2014	2013
RECETTES	\$	\$
Cotisations des membres	436,138	440,003
Centre de recherches pour le développement international	194,968	140,324
Contributions des groupes de travail	83,728	124,485
Autres subventions et contributions	24,682	12,578
Droits d'inscription	29,568	35,193
Autres revenus (dons, transferts d'organismes, frais pour services rendus)	50,985	21,068
Intérêt	4,883	4,598
Gain sur la cession d'immobilisations		573
	824,952	778,822
DÉPENSES PAR PROGRAMME		
(Renseignements complémentaires - Dépenses par catégorie, y compris les investissements stratégiques)		
Coûts de personnel	417,606	456,477
Coûts administratifs, dont le C.A.	127,252	107,843
Coûts des programmes		
Dialogue sur les politiques/activités de recherche	173,154	121,101
Communication	29,838	11,338
Engagement des membres (AGA, ateliers et séminaires)	4,849	11,261
Activités des groupes de travail	54,752	62,817
Direction générale	13,278	10,258
Projets spéciaux	5,000	
	825,729	781,095
Insuffisance des recettes sur les dépenses résultant des opérations courantes	(777)	(2,273)
Investissements stratégiques spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté	31,539	25,196
Insuffisance des recettes sur les dépenses	(32,316)	(27,469)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**39 avenue McArthur
Ottawa, ON, K1L 8L7
Tél.: (613) 241-7007
Fax: (613) 241-5302
info@ccic.ca
www.ccic.ca**

Conception visuelle du rapport par
Dianna Little/Sarah MacFadyen Communications